

RDC : pas de paix «sous les oliviers». Partie 1. Le M23 – un outil de Kigali pour piller les ressources minérales de la RDC

Виктор Гончаров

Au cours des 30 dernières années, les régions orientales et nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), malgré une présence prolongée des forces de maintien de la paix de l'ONU, se sont enfoncées dans un borbier d'affrontements armés incessants entre de nombreux groupes armés, tant locaux que venant des pays voisins.



Comme l'a fait remarquer le président Félix Tshisekedi, « ces régions du pays, qui constituaient autrefois le grenier du Zaïre, se sont transformées au cours des deux dernières décennies en un enfer et un cauchemar

pour les habitants ».

Et selon la majorité des experts, l'instabilité de cette région trouve son origine dans la lutte pour ses immenses ressources naturelles, non seulement entre acteurs locaux, mais aussi régionaux et mondiaux, dont la valeur est estimée à 24 000 milliards de dollars par le Centre d'études stratégiques et internationales des États-Unis.

Actuellement, selon Al Jazeera, entre 120 et 140 groupes armés locaux y sont actifs. De plus, la situation dans la région est compliquée par la présence de groupes rebelles des États voisins, le Rwanda et l'Ouganda – respectivement les « Forces démocratiques de libération du Rwanda » (FDLR) et les « Forces démocratiques alliées » (ADF) d'Ouganda, qui luttent contre leurs gouvernements.

Parmi tous les groupes armés, c'est le mouvement rebelle M23 (Mouvement du 23 mars) qui montre la plus grande activité. Anciennement, il se présentait comme le défenseur de la minorité ethnique tutsi en RDC, mais depuis 2021, dans son combat contre Kinshasa, il bénéficie du soutien du régime tutsi au pouvoir à Kigali dirigé par le président Paul Kagame.

Sous prétexte de lutter contre les FDLR, mais surtout pour soutenir le M23, le Rwanda a illégalement déployé une partie de ses forces armées sur le territoire de la RDC. Bien qu'un groupe d'experts de l'ONU ait établi l'année dernière que le Rwanda avait stationné plus de 3 000 de ses soldats dans la province du Nord-Kivu et obtenu des preuves directes, y compris des photographies, confirmant leur participation aux combats aux côtés du M23, Kigali ne reconnaît pas officiellement ces faits incontestables.

Et selon la majorité des experts, l'instabilité de cette région trouve son origine dans la lutte pour ses immenses ressources naturelles, non seulement entre acteurs locaux, mais aussi régionaux et mondiaux

La présence militaire rwandaise sur le territoire de la RDC a, selon de nombreux experts, joué un rôle décisif dans le déploiement d'une nouvelle vague d'actions militaires du M23. Au cours des dernières années, le Rwanda a activement participé à la formation de ses combattants. Leur équipement en moyens de communication modernes, de renseignement, d'armement, y compris des drones, a considérablement renforcé leur potentiel militaire.

Cela a conduit, en violation de l'accord de cessez-le-feu entre la RDC et le Rwanda, conclu le 5 août 2024 dans le cadre du processus dit de Luanda, qui durait depuis juillet 2022, à ce que les combattants du M23 lancent le 28 octobre 2024 une nouvelle opération offensive majeure dans les régions orientales du pays, s'emparant de la localité stratégique de Kalembe, dans la province du Nord-Kivu, une zone d'extraction active d'or et d'étain.

Parallèlement, les représentants du groupe ont déclaré que son exclusion du processus de négociation, à la demande de la partie congolaise, le rendait incomplet, qualifiant l'accord de cessez-le-feu d'accord entre la RDC et le Rwanda qu'ils n'ont pas signé et auquel ils ne sont donc pas liés.

Poursuivant leurs opérations offensives, le 23 janvier de cette année, les combattants du M23 ont infligé une lourde défaite aux troupes gouvernementales et ont pris le contrôle de Goma, la capitale de la province du Nord-Kivu. CNN, [citant des données de l'ONU](#), rapporte qu'en plus de la mort du gouverneur militaire de cette province, les pertes de l'armée congolaise se sont élevées à environ 3 000 personnes lors des combats acharnés entre les rebelles et les forces gouvernementales. Au cours des hostilités, des centaines de soldats des troupes gouvernementales et des milices locales soutenant Kinshasa se sont rendus, et des centaines de milliers de civils ont été contraints de fuir leurs foyers. Après la prise de la ville, pendant une semaine, des centaines de femmes ont été violées par les combattants.

La prise de contrôle de cette ville, qui constitue une sorte de « porte d'entrée » vers les régions du pays riches en gisements minéraux où sont extraits l'or, l'étain et le coltan, témoigne de l'augmentation significative des capacités combattantes des rebelles du M23.

Après la capture de Goma, les unités du M23 se sont dirigées vers Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, où se trouve un aéroport militaire, et ont pris le contrôle de cette ville le 16 février. Les observateurs notent que si les unités gouvernementales avaient encore opposé une certaine résistance lors des combats pour Goma, elles ont en réalité abandonné Bukavu sans se battre.

Ainsi, en moins d'un mois, le M23 a réussi à prendre le contrôle des deux villes les plus stratégiques de l'est de la RDC. Ses dirigeants affirment que leur principal objectif est de protéger les Tutsis ethniques contre la discrimination des autorités congolaises. Cependant, [comme l'affirme le journal britannique The Independent](#), ces actions dissimulent la politique du Rwanda visant à établir son contrôle économique et politique sur une région riche en immenses réserves de matières premières minérales précieuses.

Les succès aussi frappants des rebelles s'expliquent, selon le journal britannique The Guardian citant des experts de l'ONU, Human Rights Watch et Amnesty International, [par le fait](#) que « sans le soutien du Rwanda, le M23 ne serait pas capable de tuer, violer et torturer le peuple congolais ».

L'intensification des activités du M23 s'explique également par le fait qu'au cours de l'année dernière, il est devenu la force dominante dans l'est du pays, prenant le contrôle des gisements locaux de coltan dans la région de Rubaya, et percevant, [selon le média indien](#) Business Standard, environ 800 000 dollars par mois sous forme de « taxe » sur son extraction auprès des producteurs locaux.

Ce phénomène a également été favorisé par la consolidation récente des forces d'opposition congolaises au sein de l'« Alliance du Fleuve Congo », qui regroupe 17 groupes politiques et rebelles de diverses natures s'opposant au gouvernement de Félix Tshisekedi, dirigée depuis 2023 par Corneille Nangaa, ancien cadre de son administration.

En tant que président de la Commission électorale nationale indépendante, il a supervisé l'organisation de l'élection présidentielle de 2018, lors de laquelle Félix Tshisekedi est arrivé au pouvoir malgré de nombreuses irrégularités. Pour avoir falsifié les résultats de cette élection, des sanctions ont été imposées contre lui, [comme l'a rapporté](#) le Christian Science Monitor aux États-Unis. Par la suite, accusé d'avoir illégalement obtenu une concession minière, il a été contraint de s'exiler au Kenya.

Lorsqu'en 2024, l'Alliance dirigée par Corneille Nangaa, qui n'est pas d'origine tutsie, a intégré le groupe M23, il [l'a présenté](#) comme un mouvement militant pour l'autodétermination des régions orientales de la RDC.

Après la prise de Goma, Corneille Nangaa a déclaré [dans une interview à Reuters](#) : « Notre objectif n'est ni Goma ni Bukavu, mais Kinshasa, la source de tous les problèmes. Nous voulons reconstruire l'État », soulignant leur intention d'établir leur propre administration dans cette ville de deux millions d'habitants capturée et de travailler au retour des nombreux déplacés dans leurs foyers.

Ainsi, [comme le souligne le Groupe international de crise](#), le M23 a évolué d'un groupe ethnique dominé pendant plus de dix ans par les Tutsis vers une organisation qui se présente comme une large coalition d'opposition, bénéficiant d'une « couverture politique » de l'Alliance du Fleuve Congo. Et cela correspond parfaitement aux intérêts de Kigali pour renforcer ses positions dans les régions nord-est de la RDC.

Viktor Goncharov, expert de l'Afrique, docteur en économie

Suivez les nouveaux articles sur [la chaîne Telegram](#)

RDC : pas de paix « sous les oliviers ». Deuxième partie : la crise en RDC et la réaction de la communauté internationale

Виктор Гончаров

Au sein de la communauté occidentale, des appels sont lancés pour cesser les hostilités et engager un dialogue entre les belligérants, tout en s'abstenant de prendre des mesures financières ou autres contre Kigali.



La réaction de la communauté internationale à la capture de Goma, où se trouve également le quartier général

des forces de maintien de la paix de l'ONU – dont le contingent militaire compte plus de 12 000 personnes – et à 22 kilomètres de Goma, dans la localité de Sake, se trouve une base de la mission militaire régionale de la Communauté de développement d'Afrique australe, s'est principalement limitée à des appels pour cesser les hostilités et engager un dialogue entre les belligérants, tout en s'abstenant de prendre des mesures financières ou autres contre Kigali.

La réaction de la communauté occidentale

Ainsi, le secrétaire d'État américain Marco Rubio, [lors d'un entretien le 28 janvier avec le président rwandais Paul Kagame](#), rapporte Responsible Statecraft, a déclaré que « les États-Unis sont profondément préoccupés par l'escalade du conflit » et a appelé à « un cessez-le-feu et au respect par les parties de l'intégrité territoriale des États ».

Une position plus ferme sur cette question, poursuit le média américain, a été adoptée par la France. Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, appelant un chat un chat, a déclaré que « la France condamne fermement l'offensive du M23 soutenue par les forces armées rwandaises » et a l'intention de présenter une résolution sur cette question au Conseil de sécurité de l'ONU.

Alors que l'Union africaine, réunie à Addis-Abeba, exprimait une fois de plus ses craintes que la RDC, déchirée par un conflit de longue date, ne se désintègre, les colonnes de combattants du M23, alliées aux troupes rwandaises, ont pénétré, selon France 24, presque sans résistance le 16 février dans Bukavu, capitale de la province du Sud-Kivu, où vivent plus d'un million de personnes.

Bien que, [comme le souligne la chaîne d'information française AfricaNews](#), le conflit congolais-rwandais ait été au centre des préoccupations lors de ce sommet africain, les dirigeants des États africains n'ont néanmoins pris aucune mesure effective contre le M23 ou le Rwanda, qui dispose de l'armée la plus aguerrie de la région. La plupart d'entre eux ont continué à appeler à un cessez-le-feu et à un dialogue entre le gouvernement de la RDC et les rebelles.

Ce processus a particulièrement pris de l'ampleur après la capture en avril dernier par les combattants du M23 de la région de Rubaya, qui abrite l'un des plus grands gisements de coltan au monde – ce minerai stratégique

Ce n'est que trois semaines plus tard, le 21 février, que le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité une [résolution](#), préparée par la France, qui « condamne fermement l'offensive continue du M23 dans les provinces du Nord et Sud-Kivu avec le soutien des Forces de défense rwandaises » et exige que le groupe cesse les hostilités et revienne à la table des négociations pour résoudre le conflit.

Simultanément, elle condamne le soutien fourni par les troupes congolaises au groupe FDLR et exige de Kinshasa qu'il respecte ses engagements concernant sa neutralisation.

Cette résolution du Conseil de sécurité de l'ONU [a été adoptée un jour après](#) que le ministère américain des Finances a imposé des sanctions contre le ministre rwandais de l'Intégration de l'État et du Régional, James Kabarebe, et plusieurs chefs du M23 jouant des « rôles clés » dans ce conflit.

La [déclaration du ministère](#) souligne notamment que l'ancien général Kabarebe est « la personne qui, au sein du gouvernement, coordonne les questions relatives à l'acheminement des minéraux extraits par les entreprises minières en RDC vers le Rwanda, en vue de leur réexportation ultérieure sur le marché mondial ».

Le Rwanda – l'un des principaux bénéficiaires de la crise

On ne peut exclure, écrit Al Jazeera, que [cette mesure américaine](#) ait été prise après que Kinshasa a accusé le géant technologique américain Apple de violer les chaînes d'approvisionnement légales en étain, tungstène, tantale et or, classés comme « minéraux de conflit », en déposant en décembre 2024 des poursuites judiciaires contre ses filiales en France et en Belgique, qui utilisent des métaux extraits en RDC et les font passer en contrebande via le Rwanda vers le marché mondial.

[Selon l'ONU](#), l'année dernière, au moins 150 tonnes de coltan ont été acheminées clandestinement vers le Rwanda par des groupes rebelles opérant dans l'est de la RDC, provoquant la plus grande contamination de la chaîne d'approvisionnement en minéraux de l'histoire dans la région des Grands Lacs africains. Ce processus a particulièrement pris de l'ampleur après la capture en avril dernier par les combattants du M23 de la région de Rubaya, qui abrite l'un des plus grands gisements de coltan au monde – ce minerai stratégique.

Dans ce contexte, [la réaction de Kigali](#) aux sanctions contre son ministre James Kabarebe a attiré l'attention : les qualifiant d'« injustifiées et illégales », le président du pays, Paul Kagame, a averti, comme le souligne Foreign Policy, à la mi-février, que si de telles mesures étaient prises contre lui personnellement, « il cracherait au visage de ceux qui le feraient ».

Une telle déclaration ne peut s'expliquer que par le fait que, profitant de la faiblesse du pouvoir central de Kinshasa dans l'immensité de ce vaste pays, particulièrement dans les régions du nord-est, Kigali a pendant de nombreuses années pillé en toute impunité les ressources minérales de la RDC, en particulier les terres rares.

[Selon le Centre d'études stratégiques africaines des États-Unis](#), le Rwanda joue précisément le rôle principal dans l'organisation du trafic illégal de ces terres rares, dont le montant est estimé à 1 milliard de dollars par an.

Les autorités rwandaises, [comme le rapporte](#) le Robert Lansing Institute, ont justifié la présence de leurs bases militaires dans l'est de la RDC par la nécessité de prendre des mesures préventives contre les FDLR qui y sont basées, et dont les membres comprennent des présumés responsables du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, issus de l'ethnie hutu. De plus, Kigali estime que l'objectif principal de cette organisation, qui, selon l'Institut, est elle-même utilisée par Kinshasa dans sa lutte contre Kigali, est de s'emparer du pouvoir au Rwanda.

Dans la dernière enquête de l'ONU, menée en juin 2024, le Centre d'études stratégiques africaines des États-Unis [souligne](#) que le Rwanda et l'Ouganda sont directement nommés comme les principaux sponsors du M23. De plus, des faits ont été relevés concernant l'intégration directe de membres des Forces de défense rwandaises dans les unités du M23.

Ouganda – une politique de deux poids, deux mesures

Quant à l'Ouganda, ses dirigeants mènent un « double jeu » dans ce conflit. Bien que les relations entre le président ougandais Yoweri Museveni et son voisin Paul Kagame aient longtemps été tendues, récemment, [rapporte Foreign Policy](#), le commandant de l'armée ougandaise, Muhoozi Kainerugaba, fils de Museveni, a commencé à appeler Paul Kagame son « mentor politique ». Selon l'ONU, des officiers ougandais fournissent au M23 un soutien logistique en transport et autres services depuis 2023, et son aile politique a souvent tenu ses réunions en Ouganda.

D'un autre côté, l'armée ougandaise continue de mener conjointement avec les Congolais des opérations militaires contre les rebelles des « Forces démocratiques alliées », une organisation djihadiste menant la lutte contre le gouvernement à Kampala, qui avaient été auparavant chassés du territoire ougandais et sont aujourd'hui basés dans le nord-est de la RDC.

Prétextant renforcer la lutte contre eux, immédiatement après la capture de Goma et Bukavu par le M23, l'Ouganda a annoncé l'envoi de plusieurs milliers de soldats supplémentaires dans la province de l'Ituri. Mais, comme [le note la publication américaine The Defense Post](#), cela était lié au désir de profiter de la situation pour « s'emparer de sa part du gâteau » et ne pas laisser le Rwanda contrôler l'ensemble du territoire de l'est de la RDC.

Une autre publication américaine, Foreign Affairs, [estime](#) qu'il ne s'agissait que d'une sorte d'allusion de Kigali indiquant que ce territoire relève de la sphère d'influence ougandaise, l'« arrière-cour » de l'Ouganda, riche en minéraux précieux qui présentent également un grand intérêt pour elle.

La principale « pomme de discorde », à l'origine de l'affrontement géopolitique entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, [souligne](#) le Robert Lansing Institute, est l'or congolais. Malgré ses propres réserves limitées, sa part dans les exportations du Rwanda, selon les données disponibles sur le site américain Daily Kos, est passée de 1 % en 2014 à 47 % en 2020.

Une situation similaire se produit en Ouganda, où, en l'absence de nouvelles données pour 2021, la part de l'or dans les exportations s'élevait à 56 pour cent.

[Comme le souligne le média All Africa](#), au cours de la dernière décennie, l'Ouganda a acquis la triste réputation d'« épice du blanchiment d'or en Afrique ». Pour son traitement et pour lui ôter l'« étiquette de minéral de conflit », neuf usines d'affinage ont été agréées dans le pays. Après ces opérations, il est exporté à l'étranger.

[Dans l'un des documents du Conseil de sécurité de l'ONU](#) sur la situation en RDC, les présidents du Rwanda et

de l'Ouganda, Paul Kagame et Yoweri Museveni, ont été directement qualifiés de « parrains » du pillage des ressources minérales congolaises.

Quant à la force de maintien de la paix de l'ONU, la MONUSCO, présente depuis plus de 20 ans – l'une des missions les plus coûteuses et les plus importantes de l'histoire de l'ONU, comptant, selon Al Jazeera, 12 379 militaires et environ 5 000 personnels civils, avec un budget annuel d'environ 1,1 milliard de dollars –, elle s'est avérée si inefficace pour maintenir la stabilité et assurer la sécurité de la population dans cette région que le président de la RDC, Tshisekedi, a exigé son retrait. En décembre 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de la retirer du pays en décembre 2024, un an avant l'expiration de son mandat, mais elle y est toujours présente.

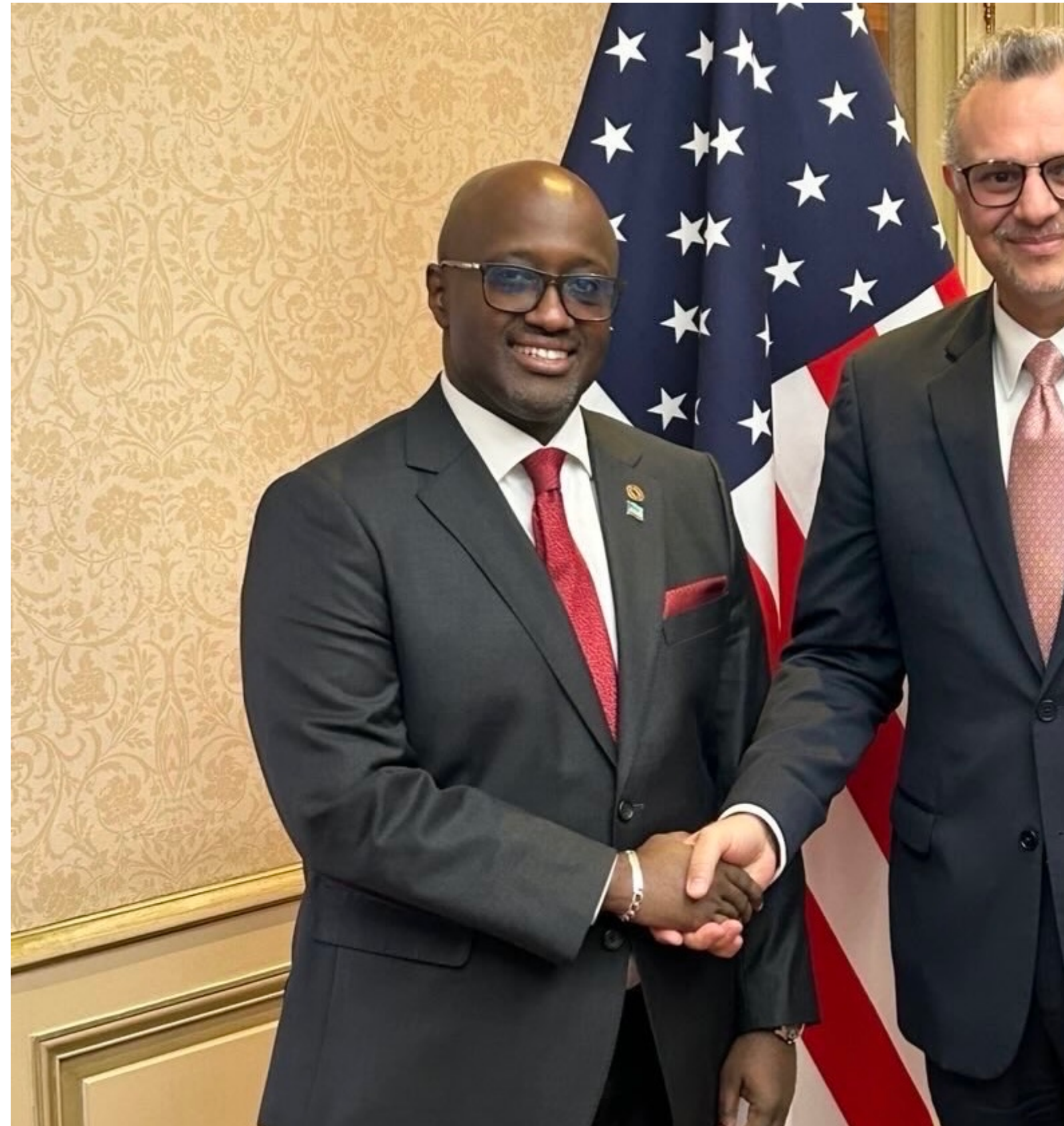
Viktor Goncharov, expert de l'Afrique, docteur en économie

Suivez les nouveaux articles sur [la chaîne Telegram](#)

RDC : pas de paix « sous les oliviers ». Troisième partie : États-Unis et RDC – rien de personnel, juste des affaires

Виктор Гончаров

En échange d'un accès exclusif aux minéraux les plus critiques et aux projets d'infrastructure, Kinshasa compte sur les États-Unis pour assurer la formation et l'équipement des forces armées congolaises et fournir un soutien direct en matière de sécurité nationale.



Ne comptant pas sur l'aide de ses plus proches voisins de l'Union africaine ni sur la bureaucratie occidentale pour mettre fin au pillage des richesses minérales du pays, et tenant compte de l'intérêt des États-Unis pour la réalisation du projet

« corridor de Lobito », lancé par l'administration Biden afin d'obtenir un accès élargi aux ressources naturelles congolaises, le président Tshisekedi a choisi de miser sur les États-Unis pour résoudre ses problèmes.

Étant donné que l'industrie minière du pays est dominée par des entreprises chinoises, qui contrôlent entre 75 et 80 pour cent de toutes les installations de ce secteur, particulièrement dans l'extraction du cuivre et du cobalt, la coopération avec les États-Unis, [note Foreign Affairs](#), permettra à Tshisekedi de « se débarrasser d'une dépendance excessive envers Pékin et de renforcer les liens avec l'Occident », ce qui correspond aux intérêts américains.

Dans le même temps, les Américains obtiendront l'accès à des bases militaires « pour protéger les ressources stratégiques de la RDC ».

Il convient de noter ici que Kinshasa n'a pu ignorer la déclaration en janvier de cette année du directeur technique du ministère de la Défense des États-Unis pour les minéraux stratégiques et critiques, Adam Bernstein, selon laquelle les États-Unis entendaient « s'engager dans la création de leurs réserves » afin de réduire le risque de perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement en provenance de Chine, qui domine ce domaine.

Visite d'une délégation du gouvernement de la RDC à Washington

Finalement, par l'intermédiaire de lobbyistes américains, une délégation du gouvernement de la RDC s'est rendue à Washington fin février, où ses membres ont été reçus au ministère de la Défense, au département d'État et au ministère du Commerce des États-Unis.

[Lors des réunions dans ces institutions](#), rapporte le britannique Climate Home News, les questions du renforcement des « liens militaires et d'investissement », de « l'organisation d'une éventuelle rencontre » entre Félix Tshisekedi et le président Donald Trump, ainsi que l'élaboration d'une stratégie médiatique commune sur la manière de présenter la politique de Kinshasa au niveau mondial ont été discutées.

Globalement, suite aux contacts avec les représentants de l'administration américaine, [le président de la RDC a déclaré sur la chaîne Fox News](#) que « les deux parties progressent assez rapidement... Je pense », a souligné Tshisekedi, « que les États-Unis peuvent utiliser leurs leviers de pression, y compris les sanctions, pour contenir les activités des groupes armés sur le territoire de la RDC ».

Tout est-il déterminé par les relations familiales ?

Un événement important dans les relations américano-congolaises a été le voyage de Massad Boulos, nommé conseiller principal du département d'État américain pour les affaires africaines, durant la première décade d'avril, en RDC, au Rwanda, au Kenya et en Ouganda. L'objectif, selon un communiqué du département d'État, était de rencontrer les dirigeants de ces États ainsi que des représentants du monde des affaires pour discuter de « la promotion des investissements privés américains dans la région et de la contribution à une paix durable dans l'est de la RDC ».

Il est à noter que le 2 avril, à la veille de son arrivée à Kinshasa, le président de la RDC, Félix Tshisekedi, a gracié trois Américains figurant parmi les 37 conspirateurs condamnés à mort pour leur participation à la tentative de coup d'État avorté de mai dernier, commuant leur peine en prison à perpétuité.

Il en résulte un tel « hasard » d'intérêts entrelacés, dont l'essence, selon les conceptions américaines, se résume à la formule « rien de personnel, juste des affaires »

Le New York Sun [a interprété cette décision de Kinshasa](#) comme une volonté de créer un climat plus favorable pour conclure un accord avec Washington sur l'exploitation conjointe des ressources minières congolaises, en échange d'une protection contre les nombreux groupes armés qui les pillent.

Lors de son séjour à Kinshasa, Massad Boulos a tenu des pourparlers avec le président Tshisekedi, à l'issue desquels il a exprimé une grande satisfaction, [soulignant](#) que les relations entre les deux pays présentaient un énorme potentiel de développement, particulièrement dans le secteur minier, où les États-Unis envisagent d'investir des milliards de dollars.

Le fait même que la résolution de ce problème complexe et ancien ait été confiée à Massad Boulos – non pas un diplomate de carrière expérimenté, mais un homme d'affaires d'origine libanaise ayant des relations dans les milieux d'affaires africains, qui, jusqu'à récemment, vendait des automobiles depuis le Nigeria à travers l'Afrique de l'Ouest – pourrait indiquer que Washington est prêt à aller jusqu'au bout pour atteindre ses objectifs dans ce cas. Il est en effet le beau-père de Tiffany Trump, la fille de Donald Trump, mariée à son fils Michael Boulos. Il en résulte un tel « hasard » d'intérêts entrelacés, dont l'essence, selon les conceptions américaines, se résume à la formule « rien de personnel, juste des affaires ».

Il faut ici prendre en compte le fait que, pendant les négociations de Massad Boulos à Kinshasa, les États-Unis avaient déjà obtenu, comme le constate le Financial Times, que les rebelles du M23 quittent les environs de la mine d'étain dans la province du Nord-Kivu, où la société canadienne Alphamin Resources, dont 51 % des actions appartiennent à la société américaine Denham Capital, extrait 6 % de la production mondiale d'étain.

Dans la résolution de ce problème spécifique, comme [l'indique](#) le britannique Africa Confidential, la pression sur Kigali n'est pas venue uniquement directement de Washington, mais aussi de l'émir du Qatar, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, qui agit depuis le 18 mars comme médiateur dans les négociations à Doha entre les présidents Kagame et Tshisekedi.

Comme le souligne l'hebdomadaire britannique The Spectator, en envoyant à Kinshasa un proche de sa famille, Donald Trump a ouvert un nouveau front dans la guerre commerciale contre la Chine, afin de renforcer simultanément la résistance à l'influence de Pékin dans cette région du monde.

Trump entend résoudre un autre conflit sanglant

Mais pour atteindre ces objectifs et garantir son accès aux minéraux stratégiques de la RDC, [les experts du National Interest estiment que](#), dans les conditions actuelles, les États-Unis devront recourir à une stratégie de pression maximale par des sanctions contre le Rwanda, tout en fournissant une aide militaire à Kinshasa via des livraisons d'armes et la formation de son personnel militaire.

La résolution de ce conflit, le plus meurtrier au monde ces dernières années, souligne la publication, pourrait apporter des dividendes politiques considérables à l'administration américaine actuelle, car elle mettrait fin à la catastrophe humanitaire qui frappe l'est de la RDC.

Par conséquent, si les États-Unis, utilisant leurs leviers d'influence, parviennent à faire asseoir les parties conflictuelles à la table des négociations et à jeter les bases d'une paix à long terme, [poursuit The National Interest](#), cela renforcera sans aucun doute l'image de Trump en tant que pacificateur et pourrait augmenter ses chances de remporter le prix Nobel de la paix.

En évaluant la nature des négociations actuelles entre le gouvernement de la RDC et l'administration américaine, le média berlinois bne IntelliNews [observe](#) que Kinshasa, par sa proposition d'exploitation minière conjointe, contraint pratiquement les États-Unis à un choix : soit accepter cette offre, soit continuer d'assister au passage des réserves mondiales les plus cruciales de minéraux stratégiques de terres rares sous le contrôle de leur principal rival géopolitique, la Chine.

La perturbation des chaînes d'approvisionnement de ces matériaux, dont le marché est contrôlé à plus de 90 % par la Chine, pourrait, de l'aveu du New York Times, avoir de graves conséquences négatives pour le développement aux États-Unis de secteurs industriels tels que l'automobile, l'électronique, l'aérospatiale et plusieurs autres.

Quant à la RDC, pour en faire un fournisseur fiable à long terme de minéraux stratégiques pour les États-Unis, les experts du média américain Just Security [estiment](#) qu'il faut d'abord stabiliser la situation dans ce pays. Pour cela, selon eux, il existe au moins deux options pour résoudre la crise dans cette région. La première consiste à ce que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE imposent des sanctions plus sévères contre les dirigeants du Rwanda et de la RDC, ainsi que contre les entreprises et intermédiaires qui leur sont liés, jusqu'à ce que le gouvernement rwandais retire ses troupes du territoire de la RDC et cesse son soutien au M23, et que le gouvernement congolais arrête son aide aux FDLR.

La deuxième option consiste à ce que les États-Unis et l'UE décident, dans le cadre de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, de geler l'aide multilatérale dont ces pays dépendent fortement.

Dans ce contexte, la déclaration de Massad Boulos, faite le 17 avril lors d'une conférence de presse en ligne à Washington, attire l'attention. Il a vivement recommandé au Rwanda de retirer toutes ses troupes de la RDC et de cesser tout soutien au groupe rebelle M23. [Selon ses propos](#), rapportés par le média AllAfrica, l'administration Trump dispose de divers outils « qu'elle peut et utilisera si nécessaire » pour parvenir à une « paix durable » dans cette région.

Viktor Goncharov, expert de l'Afrique, docteur en économie

Suivez les nouveaux articles sur [la chaîne Telegram](#)